

Du personnalisme à l'action politique

Herman Van ROMPUY

Note de la Rédaction – Fin novembre 2009, on apprenait la nomination du Premier ministre belge, Herman Van Rompuy, comme premier Président permanent du Conseil de l'Europe (fonction créée par le Traité de Lisbonne récemment entré en vigueur). La presse a souligné surtout le fait que ce premier Président vient d'un petit pays cofondateur de l'Union européenne. Ce que la presse a moins souligné, c'est que Mr Van Rompuy est un chrétien catholique pratiquant, ancien élève de collèges jésuites. A la fin des années '50 il fut élève à l'école primaire du collège Albert I^{er} ici à Kinshasa. Il fit ses études secondaires en Belgique au collège jésuite St Jean Berchmans de Bruxelles. Il s'est toujours efforcé dans ses choix politiques de rester fidèle à l'inspiration chrétienne qu'il reçut à l'école secondaire.

Cette nomination est aussi le couronnement d'un long processus d'unification de l'Europe dans lequel d'Anciens Elèves des collèges jésuites ont joué un rôle non négligeable. C'est, en effet, dans le cadre d'une Europe déchirée et démolie par la guerre de 1940-1945, que certains se rendirent compte du rôle que les Anciens Elèves pouvaient jouer dans sa reconstruction. Lors d'un grand rassemblement chrétien qui se tint en Allemagne peu après la guerre, le représentant des Anciens Elèves de France, Théo Lombard, à l'époque maire-adjoint de Marseille, exprimait cette préoccupation en ces termes: «**L'Europe peut être construite seulement si un grand nombre de chrétiens se mettent au service du bien commun (...) L'ordre social européen, qui prend maintenant son essor, trouvera son équilibre interne et sa place parmi les puissances mondiales, seulement s'il dispose d'une élite pénétrée de meilleures traditions humaines et chrétiennes, convaincue de la puissance supérieure des choses de l'esprit, en face des formes de l'organisation technique en grand progrès.** »

Quelque chose d'analogue ne pourrait-il pas être envisagé ici ? En juillet 2009, les Anciens Elèves des Pères jésuites ont tenu un congrès mondial à Bujumbura, spécialement dédié aux problèmes de l'Afrique et en particulier des pays des Grands Lacs. Le thème en était : «**Pour une meilleure Afrique, qu'avons-nous fait, que faisons-nous, que pouvons-nous faire ?** » Que l'article que nous publions puisse inspirer plus d'un à s'investir pour «une meilleure Afrique» et un meilleur Congo.

Pas de Realpolitik sans Idealpolitik

En politique, il est souvent question de chiffres plutôt que de rêves, de faits plutôt que d'idées. Néanmoins, la manière de traiter ces chiffres et d'aborder les faits est sous-tendue par des choix : en effet, faire de la politique, c'est tout-

Summary - The search for a balance between political realism and ethical idealism should be a matter of permanent concern in politics. If one stresses political realism at the expense of ethical realism, one runs the risk of promoting pragmatism without vision. On the other hand, the one who is too idealistic will reach no objective. Thus, in politics, it is a matter of reconciling what Max Weber called "the ethics of responsibility" and "the ethics of conviction".

Président du Conseil de l'Union Européenne

jours opérer un choix parmi les possibilités. Et si ces choix peuvent, à première vue, sembler objectifs, force est de reconnaître qu'un homme politique ne fonde jamais ses choix exclusivement sur des motifs rationnels – l'homme politique est aussi un être humain et l'être humain est plus qu'un être calculateur. En démocratie, un homme élu est en contact étroit avec le peuple qui, lui-même, est sensible à des arguments rationnels et irrationnels. D'ailleurs, il n'y a jamais une rationalité, sinon la vérité existerait. La rationalité est comprise ici dans le sens de l'effort d'objectiver, de regarder le moyen et le long terme, de prendre le temps de réfléchir et non plus de suivre ses impulsions instantanées et ses passions immédiates qui, à terme, peuvent aller à l'encontre de nos intérêts.

« *Measures, not men* » (des mesures, pas les hommes), ainsi résonnait l'idéal du Parlement britannique du dix-huitième siècle dans une tentative d'objectiver.

George Caning (1770-1827), homme d'Etat britannique et orateur de talent, a balayé cette hypothèse en ces termes :

Cessez donc cette rengaine 'Measures, not men', car elle sous-entend à tort que c'est le harnais qui tire la charrette et non le cheval. Non, Monsieur, si nous devons quand même faire la comparaison et opérer une distinction, alors je déclare: les hommes sont tout, les mesures ne sont rien en comparaison.

Ou, comme cela a été dit en France à l'occasion des dernières élections présidentielles : « Les gens ne se mobilisent pas sur des mesures, mais sur des valeurs, sur le sens ».

Par ailleurs, les mesures ne peuvent pas naître si elles ne sont pas portées par des hommes; et elles ne sont justifiées que quand elles sont au service des hommes. J'ajoute que le but est d'atteindre un résultat précis ou la prévention d'un malheur, ce qui est peut-être le motif le plus courant. Les mesures doivent constituer un progrès pour l'homme, un progrès réel palpable dans le quotidien, pas dans un paradis lointain ou chimérique. Ou, selon les termes de Karl Popper :

Si nous ne voulons pas faire glisser à nouveau le monde dans le malheur, nous devons abandonner nos rêves du meilleur des mondes. Mais, cela ne doit pas nous empêcher d'être des artisans de ce monde meilleur, toutefois, des artisans modestes. Nous devons nous satisfaire de la mission sans fin de réduire la souffrance, de lutter contre le mal évitable, d'éradiquer les abus ; et, à cet égard, nous devons toujours rester attentifs aux effets secondaires inévitables de nos interventions que nous ne pourrions jamais tout à fait prévoir et qui, trop souvent, viendront noircir le bilan de nos progrès.

Bref, en politique, il s'agit du bonheur concret des hommes. La politique est la lutte pour le pouvoir, mais aussi l'action au service de l'homme pour lui donner des opportunités de bonheur. Bien sûr, l'action politique part d'une vision de l'homme et de la société, c'est-à-dire, l'ensemble des hommes.

Donc, pas de 'Realpolitik' sans 'Idealpolitik'. La politique rationnelle repose aussi sur des idées, même s'il est souhaitable que celles-ci ne fassent pas l'objet

d'une publicité assourdissante, car la communication excessive à grand renfort de sentiments exaltés dissimule souvent des intentions bien moins nobles. En outre, les électeurs auront tendance à faire de moins en moins confiance aux partis politiques si le fossé entre les illusions rhétoriques et la réalité des faits ne cesse de s'accroître. Dans son ouvrage, *La condition de l'homme moderne*, Hannah Arendt écrit :

Le pouvoir n'est exercé que là où l'acte et la parole n'empruntent pas de voies séparées, là où les mots ne sont pas vides de sens et les actes emprunts de violence.

L'action politique peut partir d'un projet ou peut être guidée par des faits extérieurs à sa propre action politique. Toutefois, les hommes politiques ne réagissent souvent qu'une fois qu'ils sont le dos au mur et face au gouffre – par exemple, lors de la récente crise financière – ce qui peut s'avérer positif: *in fine*, ce sont toujours les événements, qu'ils soient dramatiques ou non, qui permettent aux grandes idées d'être réalisées. Les circonstances peuvent être une opportunité. Une bonne idée mûrit au gré des circonstances.

Le chancelier Helmut Kohl a profité de la chute du mur de Berlin pour réunifier son pays. L'histoire passait devant la porte. Il fallait agir et choisir. On demanda un jour au Premier ministre britannique Harold Macmillan ce qu'il craignait le plus : *'Events, dear boy, events'*. Et bien non. Les événements ne doivent être qu'une fatalité.

Ce sont pourtant aussi les circonstances qui permettent de faire accepter les idées politiques par l'opinion publique. La politique doit demeurer l'interaction entre l'idéologie (vision) et les événements qui rythment la vie d'un pays ou d'un continent. Car, sans idéologie ni vision, l'homme politique change perpétuellement d'avis, il prend des allures de girouette qui n'indique plus la direction, mais cherche d'où vient le vent. Un peuple périclète faute de vision, comme dit dans l'Ancien Testament.

Les circonstances mettent le monde politique au défi de prendre des mesures visant un résultat qui dépasse le stade de la réparation. Churchill disait que la différence entre un homme politique et un homme d'Etat réside dans le fait qu'un homme politique a toujours à l'esprit les prochaines élections, tandis qu'un homme d'Etat pense à la prochaine génération. C'est vrai, mais pour continuer à gouverner, il faut être élu ! Churchill a raison dans ce sens que les gouvernants doivent veiller à ce que l'administration d'un pays ne se résume pas aux activités d'un garagiste : réparer les dysfonctionnements, tenir la boutique, gérer la comptabilité et viser les bénéfices.

La politique doit dépasser le concept de *'bonne gouvernance'*, mais, malheureusement, elle n'a rien non plus d'une fabrique de rêves. La politique doit avoir une vision, mais elle doit être aussi consciente de ses limites. La politique fonctionne dans le monde réel avec toutes ses contraintes. Si la politique quitte la réalité, elle peut devenir dangereuse. Une vision est autre chose que le Reich millénaire ou l'Etat providentiel communiste.

Nous devons rechercher l'équilibre entre *le réalisme politique* et *l'idéalisme éthique*. Il s'agit d'une mission permanente dans un monde rempli d'écueils.

Celui qui accentue excessivement un plateau de la balance – le réalisme politique –, se dirige tout droit vers un pragmatisme dénué de vision. Celui qui se veut trop idéaliste n'atteint aucun objectif. Le tout est donc de concilier ce que Max Weber a appelé l'« *éthique de responsabilité* » mettant l'accent sur le caractère réalisable, d'une part, avec l'« *éthique de conviction* » qui insiste sur le caractère idéal, d'autre part.

Dans bon nombre de cas, la première, l'éthique de responsabilité, l'emporte, ne serait-ce que, parce qu'elle opte pour le moindre mal, en évitant le pire. Il ne peut d'ailleurs en être autrement dans une démocratie représentative, puisque le processus décisionnel est laborieux. Il faut former des coalitions, écouter la voix de l'opposition, maintenir le dialogue avec les partenaires sociaux et les représentants de la société civile. On vit dans un contexte international, aussi bien européen que mondial. Pour un petit pays à économie ouverte (NDLR : la Belgique), c'est une contrainte majeure, qui limite l'action politique autonome.

Le pouvoir est donc réparti entre de nombreux '*partis et parties*' (entendez, les partis politiques et les parties prenantes). Dans une démocratie, le pouvoir est relativement limité et fortement divisé. Nombreux sont les '*checks and balances*', les groupes de pression, sans parler de la mondialisation. La politique est donc constituée de compromis. Bien sûr, il y a des limites au compromis. Mais, je récusé l'adage selon lequel le compromis compromet toujours.

L'Homme et l'Etat

À l'heure de la recherche de compromis, il convient donc de continuer à se poser la question suivante : pourquoi fait-on tout cela ? Pas seulement à des fins de prospérité matérielle, mais pour la qualité de la vie. La démocratie est plus que le garant de la croissance matérielle même en période de crise comme aujourd'hui. Dans son *Berliner Rede*, le Président allemand, Horst Köhler, tenait, en mars de cette année (2009), les propos suivants :

Nous voulons non seulement être de bons démocrates, aussi longtemps que l'on nous assure que nous pouvons nous le permettre, mais nous refusons aussi de rendre l'assouvissement et la solidarité de notre société tributaires de la quête du 'toujours plus'.

La prospérité ne peut jamais être un objectif en soi. La prospérité est la condition de base pour une vie qui dépasse les concepts de fortune et de possession pour se transformer en vie riche en bien-être et bonheur. Voilà pourquoi la raison et la technique sont aussi indispensables que l'émotion et la vision. Pour le dire avec les mots d'Edgar Morin :

Il faut intégrer l'amour et la science à une politique de l'homme total.

Je pousse le raisonnement plus loin : la crise économique actuelle est née d'une crise des valeurs. Le '*Enrichissez-vous*', de quelques-uns, amène à l'appauvrissement de beaucoup. La recherche du gain pour le gain se termine mal. Sans valeurs éthiques, pas de prospérité.

C'est alors que nous arrivons à la question du rôle de l'autorité. Les attentes que nourrissent les citoyens à l'égard de l'autorité sont souvent contradictoires. D'une part, les citoyens réclament une action énergique de l'autorité, ils exigent une protection sociale et un environnement vivable ; d'autre part, les citoyens refusent souvent de leur donner les moyens pour mener à bonne fin ces politiques. L'Etat doit être un garant, mais il est souvent considéré comme trop encombrant dans sa fonction administrative.

La vision personneliste de l'être humain, de la société et de la politique sort le citoyen de ce dilemme en insistant autant sur la liberté que sur la responsabilité et, partant, en n'attendant pas tout de l'Etat. Un Etat n'a ni la capacité, ni le droit de jouer le rôle de l'*'entrepreneur' du vivre-ensemble*. Même un Etat puissant ne peut, en effet, compenser à coup de fonds et de dettes les carences dues à la négligence et au manque de créativité des citoyens.

Par ailleurs, en donnant trop d'importance à l'autorité, l'on risque de créer une situation où les hommes vivent encore plus pour eux-mêmes et reportent sur les autres, et *in fine* sur l'Etat, le souci du prochain. Si cette préoccupation n'est plus un devoir personnel et de la société, mais devient un devoir exclusif de l'Etat, nous versons tout bonnement dans l'Etat-providence qui, non seulement répartissait largement la prospérité, mais accaparait en outre toutes les responsabilités. C'est ainsi que la politique moderne s'est retrouvée prisonnière d'une fausse image du citoyen, l'image de quelqu'un qui doit être flatté et à qui il ne faut plus rappeler les devoirs qui sont liés aux droits. Il ne s'agit pas de diminuer le rôle de l'Etat et de la sécurité sociale, en particulier, mais en même temps, il faut garder suffisamment de solidarité «micro», et l'esprit d'entraide entre les gens. Il faut garder le sens du geste gratuit, du volontariat, de la spontanéité. C'est une question d'organisation de la sécurité sociale, d'incentives, mais aussi d'éducation.

La valeur la plus négligée à l'heure actuelle est la responsabilité : néanmoins, l'on est toujours responsable vis-à-vis de quelqu'un d'autre. C'est le sens même du mot 'responsabilité'.

C'est pourquoi chaque homme est appelé à faire preuve de l'esprit d'entreprise, à entreprendre quelque chose par lui-même, à faire quelque chose dans sa vie. Cela veut dire : faire quelque chose pour l'autre. Bien sûr, chaque homme a besoin de respect, d'amour, de reconnaissance, du développement de ses talents et de ses ambitions. Nous ne sommes pas de saints ni de héros, mais nous devons nous dépasser.

Le personnelisme

Le *personnelisme* fait donc tout sauf nier l'importance de l'Etat (et de la politique), mais il part de la responsabilité de l'être humain, sujet non seulement de droits, mais aussi de devoirs. C'est cette combinaison de liberté et de responsabilité, de droits et de devoirs, qui façonne la dignité de l'homme. D'ailleurs, sans ces valeurs, les institutions ne tiendraient pas. Un Etat sans civisme, sans vie intérieure, s'écroule, implose. C'est la grande conclusion de Toqueville il y a déjà deux siècles.

Je suis convaincu que c'est précisément à cause de ce sens pour la dignité de l'homme que le personnelisme est en passe d'être revalorisé, en ces temps où règnent la connaissance technologique et la compréhension scientifique. À une époque où l'on s'intéresse surtout aux lois de la nature et des choses, le risque est grand, en effet, de réduire l'homme à un ensemble des 'pulsions génétiques' – certains vont même jusqu'à prétendre que tout ce que nous faisons est guidé par l'« instinct de survie de nos gènes égoïstes ». Au contraire, l'homme est appelé à la liberté et à la responsabilité envers l'autre, malgré toutes les contraintes. «L'homme se mesure devant l'obstacle», disait Saint-Exupéry.

Quiconque identifie la nature humaine à l'égoïsme prive l'homme de sa dignité, car il nie la puissance de la réflexion éthique; tandis que ce sont justement le libre arbitre et l'éthique qui permettent à l'homme de s'élever contre la nature et de vaincre son égoïsme.

S'il s'avérait que lesdites lois étaient les seules forces sous-jacentes de l'homme, que le libre arbitre était en réalité un mensonge et que l'éthique n'était que l'enveloppe cosmétique de la civilisation humaine, les pulsions sous-jacentes entacheraient alors aussi les forces supérieures de la politique tout comme la pensée politique.

C'est un fait qu'à l'heure du règne de la technologie, il est tentant de réduire la philosophie et la pensée politique à une simple technique impersonnelle. Le personnelisme veut que l'homme dépasse la nécessité. La liberté est une conquête. Elle demande des efforts. L'éthique et la culture sont un choix.

Le personnelisme est une philosophie basée sur l'inaliénabilité de la dignité humaine et sur la primauté de la représentation de l'homme en termes de catégories qui proviennent de l'interaction rationnelle entre des personnes classées par catégories qui considèrent l'être humain comme leur semblable. Et il s'agit plutôt de catégories de sens que de motif, de catégories de respect que de pouvoir, de catégories de valeur morale que d'efficacité, de catégories de concepts plutôt que de commentaires.

Le théologien et philosophe allemand, Friedrich Schleiermacher, fut le premier, en 1799, à utiliser le terme 'personnelisme'. En 1830, John Henry Newman, alors encore prêtre anglican et, plus tard, cardinal catholique, parla dans un de ses sermons prononcés à l'université d'Oxford de « *method of personation* ». Son collègue, John Grote, de l'université de Cambridge qualifiait sa propre approche métaphysique de 'personnelisme'. Peu à peu se développa à travers toute l'Europe une tradition personnaliste, en Allemagne avec Max Scheler, en France avec Charles Renouvier et, plus tard, avec Emmanuel Mounier, Gabriel Marcel et Jacques Maritain, Paul Ricoeur, à leur suite encore Emmanuel Levinas.

Si ces approches se distinguent par leur singularité, elles placent toutes l'homme au centre, l'homme en tant que personne, cet homme qui se présente non comme un individu purement autonome, mais comme un individu dans un rapport de solidarité, l'homme comme semblable, l'individu doté de droits et de devoirs, l'homme qui se sait interpellé par le visage de l'autre, appelé à

servir l'autre et ainsi à se construire, quelqu'un qui chérit sa liberté et, de ce fait, donne la priorité aux Libertés. L'homme n'est pas le résultat de la division d'un million par un million. Chaque homme est unique. Dans le personnalisme chrétien, il est enfant de Dieu et personne ne chérit pas son enfant.

Nous sommes, plus encore que nos pères, attachés à notre liberté. Mais, sommes-nous aussi attachés aux Libertés ? Tant que l'on nous assure que nos faits et gestes ne sont pas entravés, peut-être serions-nous même prêts à accepter en échange la perte de libertés politiques, sociales, et économiques. Le danger est qu'aveuglés par la liberté du moi, nous ne parvenions pas suffisamment à saisir que sans grandes Libertés, l'on perd aussi la liberté traditionnelle. L'égoïsme mène à terme à la fin de la démocratie. Notre système politique ne peut fonctionner sans civisme, sans le sens de l'autre. Notre démocratie a besoin d'être soutenue par des valeurs qui viennent de l'intérieur. C'est ce que Toqueville aussi nous apprenait déjà il y a 200 ans.

Du reste, la liberté individuelle dans la sphère privée ne peut se transposer dans le domaine public sans le sens communautaire. En effet, parallèlement à la liberté individuelle, s'imposent des liens solidaires, qui permettent à l'homme de trouver son équilibre interne, d'augmenter ses chances de bonheur. La relation entre la liberté individuelle et les liens solidaires élève l'individu au rang de personne. Ceci constitue la grande différence entre individualisme et personnalisme. «*No man is an island, entire of itself-, every man is a piece of the Continent ; a part of the main*». Ernest Hemingway (citant John Donne, 17^e siècle).

Le sociologue britannico-allemand Ralph Dahrendorf, décédé plus tôt dans l'année (2009), formulait à juste titre la remarque suivante :

L'histoire, le foyer, les proches, la foi sont des éléments caractéristiques des liens sociaux qui libèrent l'individu du vide d'une société exclusivement orientée vers la performance et la compétition...

Ce n'est pas non plus un hasard si tous ces liens dépassent l'homme, au sens originel du mot 'religion' – du verbe latin 'religare', qui signifie relier.

Ce capital social se perd, selon le grand sociologue américain Robert Putnam, à cause, entre autres, de l'évolution technologique comme les médias audio-visuels. Chacun devant son poste de télévision ou devant son ordinateur a diminué les contacts sociaux et familiaux. Rien ne remplace la proximité.

Les 'personnalistes' que nous venons de citer avaient beau être très différents, tous renfermaient sous leur image personnaliste de l'homme une transcendance, une conception spirituelle. Ou, comme le résumait le professeur belge Albert Dondeyne (KUL), mentor de générations d'étudiants louvanistes flamands et fondateur du cercle Universitas :

La grâce de la foi qui offre à l'homme une proximité avec Dieu qui ne l'éloigne pas de l'existence terrestre, historique, mais lui confie une nouvelle responsabilité pour chaque jour de la vie et pour l'histoire de l'humanité.

Dans la pensée personnaliste, liberté et responsabilité sont liées et en équilibre. La liberté est un bien précieux, un bien qui renforce les hommes. Mais, la liberté ne peut en aucun cas devenir un droit du plus fort. La liberté ne peut jamais être brandie pour priver l'autre de sa liberté. La liberté débridée peut mener à l'esclavage. Conclusion : pour protéger la liberté de tous, c'est-à-dire, pour la rendre accessible aux autres, la liberté personnelle doit avoir des limites. On doit être libre non seulement dans le sens d'être libéré, mais aussi dans le sens positif.

La liberté peut être bridée depuis l'extérieur – et dans un certain sens chaque Etat sera amené à le faire par des lois, d'une part, et par des impôts et des contributions à la sécurité sociale, d'autre part – mais elle doit l'être davantage encore depuis l'intérieur, par la responsabilité citoyenne et le devoir de justification de chaque citoyen.

Dans les troisième et quatrième chapitres de son ouvrage, *Humanisme intégral*, Jacques Maritain souligne cette double responsabilité : celle de l'Etat, d'une part, et celle du citoyen, de l'autre : le régime politique moderne doit réaliser le '*bonum commune*' avec le concours de tous les citoyens, tout en respectant la liberté de la personne dans le cadre de ce bien-être général.

La coresponsabilité de tous les citoyens dans le bien-être général est une pensée-clé du personnalisme qui, d'après Jacques Maritain, considère la personne humaine comme une nature spirituelle dotée du libre choix et, par conséquent, autonome par rapport au monde.

L'aspect sociétal occupe une place centrale dans la pensée personnaliste sans porter atteinte à la liberté humaine et à la liberté de la conscience. Le but de l'ordre temporel est le bien-être général qui dépasse la simple addition des intérêts individuels. Mais, ce bien-être général ou '*bonum commune*' n'est pas non plus le but ultime ; il est subordonné à ce que Maritain a nommé « le bien intemporel » de la personne humaine : l'acquisition de la liberté et de la perfection morale.

Le '*bonum commune*' temporel est donc un but en soi, dans la réalité concrète de l'Etat et de la société, dans les circonstances concrètes de temps et d'espace, mais il garde en même temps un caractère intermédiaire, subordonné au but ultime : le bonheur de l'homme. Le politique ne peut rendre les gens heureux, mais il peut contribuer à leur bonheur, les aider dans leur recherche du bonheur.

La pensée personnaliste suppose donc une tension constante entre, d'une part, la subordination de la liberté 'individuelle' du « je » à la responsabilité 'personnelle' à l'égard du « nous » et, d'autre part, la priorité de la vocation personnelle sur les objectifs collectifs. Mais, ce 'nous' n'est pas anonyme. Il part de la relation 'je' et 'toi' (Ich und Du, de Buber). Cette tension ne pourra jamais être aplanie. Cela nous amène toutefois aussi à la conclusion suivante : pour le personnalisme, l'ordre temporel n'est jamais définitivement réalisé.

Pour un personnaliste, il n'existe donc pas de pays-phare ou d'Etat modèle. Il est conscient que cet idéal est hors d'atteinte, précisément parce qu'il

sait aussi que les deux motifs de l'action humaine sont l'altruisme et l'égoïsme. Altruisme et égoïsme sont le tandem qui permet à l'homme de progresser sur les chemins de la vie.

Parce que l'homme est faible, la perfection ne sera jamais de ce monde. Le monde est donc perfectible. La recherche de l'ultime organisation sociale – du Paradis terrestre – est même dangereuse. Elle veut contraindre l'homme à devenir ce qu'il n'est pas ou ne pourra jamais devenir. « L'homme n'est ni ange, ni bête, et qui veut faire l'ange fait la bête », a dit Blaise Pascal.

C'est précisément parce que l'Etat idéal n'existe pas que son rôle est à la fois important et relatif. La politique est dans tout, mais tout n'est pas politique. La politique emboîte souvent le pas à la civilisation – surtout dans une démocratie politique – mais elle n'est plutôt que sporadiquement génératrice de civilisation. La politique, certes, a un rôle civilisateur.

L'action politique

La principale erreur politique consiste à faire croire que l'on peut créer, par le biais de la législation et de la réglementation, une nouvelle société, une nouvelle vision humaine et sociétale. La science, l'économie, la culture et puis la mondialisation de ces trois premières données donnent nettement plus corps à la civilisation et à la société que ne le fait la politique.

La politique doit rester au service de la civilisation, de l'homme et de la société, c'est-à-dire, de l'ensemble des êtres humains en tant qu'individus et personnes interconnectés par les nombreux liens solidaires, les intérêts mutuels et les organisations de la société civile – cet ensemble qu'est la triade composée du marché, de l'Etat et de la société civile.

Quand on parle de la politique, on se réfère implicitement, chez la plupart des auteurs, à la politique de l'Etat-Nation. Beaucoup de schémas sont bien sûr applicables aux autorités européennes, internationales et mondiales, mais on a encore besoin de beaucoup de réflexion à ce sujet. L'ordre international limite l'action des autorités nationales, mais en même temps cette action seule permet de plus en plus d'assurer le '*bonum commune*, de l'*humanitas*' tout entier». Ceci étant de «*All politics is local*». L'homme politique ne peut agir efficacement s'il n'a pas de soutien dans son pays et dans son fief électoral.

Le personnalisme attache notamment beaucoup d'importance à la famille et à la société civile. Tout d'abord, parce que c'est au sein des auto-organisations que l'homme devient une « personne ». Mais, tout autant en raison de l'importance très grande qu'ont des associations de personnes au sein d'une société morcelée (ce qui devrait en fait être une *contradictio in terminis*). Ces associations doivent apporter de la stabilité. Les associations et organisations sont comme les actionnaires de référence d'une entreprise cotée en bourse, au cœur de l'actionnariat dispersé. Faute de structures suffisamment fortes entre les autorités et les citoyens, l'on se dirige tout droit vers le populisme qui mène, dans le meilleur des cas, à l'immobilisme et, dans le pire des cas, à des polarisations pernicieuses.

Des hommes et des femmes vivant d'une façon isolée, sans liens entre eux ou trop peu, deviennent des gens angoissés, ne voyant dans l'autre que l'ennemi. La solitude renforce les sentiments négatifs. Un discours populiste sera mieux reçu dans un environnement où l'autre est considéré comme un ennemi. Je pense à Brodeck de Philippe Claudel.

Les autorités doivent encourager l'auto-organisation des citoyens. Le point de départ d'une organisation personnaliste consiste justement à mettre à profit le pouvoir de la société. A l'école, au travail, au théâtre, au sein des foyers, des associations, des églises, des quartiers, ... C'est dans ces environnements que les hommes deviennent des citoyens animés de conviction. Aux autorités de soutenir autant que faire se peut ce capital social et familial, qui nous manque trop aujourd'hui.

Bien sûr, la société est devenue plus individualiste, mais les liens sociaux continueront toujours à exister – ils ne cessent même de se multiplier. Et plus la société est complexe, plus l'homme devra pouvoir compter sur la solidarité pour l'exercice de ses libertés.

Cette solidarité est d'autant plus importante qu'en période difficile, l'homme et ses institutions, succombant à la crainte, ont tendance à accorder la priorité au particularisme, ce qui peut se traduire par les situations suivantes : au niveau de l'Europe et de chaque pays, résurgence d'un repli identitaire, de l'égoïsme au niveau personnel. Bien sûr, chacun a besoin de respect, de la reconnaissance de son identité, d'un 'chez soi', mais dans une société ancrée et ouverte.

Nous devons faire en sorte que l'homme n'ait pas à craindre et ne doive dès lors pas s'enfermer dans un intérêt propre ou de groupe, interprété de manière trop exclusive. Il ne devrait d'ailleurs pas se sentir délaissé, s'il est suffisamment protégé : par la justice et la sécurité, par des garanties pour l'avenir, par le respect des valeurs fondamentales et, surtout, par ses semblables.

L'homme puise sa dignité – et son sentiment d'appartenance – dans sa faculté de s'adapter aux circonstances changeantes de la vie (et inversement). Pour réagir avec responsabilité aux circonstances, il faut être reconnu et soutenu par les autres. L'homme ne peut, en effet, rester lui-même que s'il peut se sentir chez lui, quelque part.

Impossible de se sentir chez soi dans le monde si l'on n'a pas quelque part un chez-soi. Pour se construire, l'homme a besoin de liens sociaux et familiaux qui offrent des points de repère supra-individuels et interpersonnels et qui font qu'il se sait responsable dans une proportion qu'il peut maîtriser.

La bipolarité – vocation personnelle et relations interpersonnelles – est un fondement de personnalisme qui tente, de manière structurée, d'articuler l'action politique autour de cette vision de l'homme. L'idée centrale est que l'homme entretient de multiples liens – qui sont plus que de simples réseaux utiles – sans pour autant se confondre avec eux. L'homme est bien plus qu'une partie de la collectivité. Dans le cadre de ses liens, l'homme reste égal à lui-même, il conserve sa dignité personnelle.

C'est précisément parce que l'identité personnelle englobe plus que l'identité des liens que l'homme établit, qu'il peut chercher à sortir de ces réseaux et qu'il est à même d'embrasser le monde globalisé. C'est précisément aussi parce que l'homme ne se confond pas entièrement avec une nation, un peuple, une culture ou une classe, que les rapports humains n'ont pas de frontières hermétiques en dehors desquelles ne se trouveraient que des «étrangers». Un sentiment d'appartenance ne peut jamais être une raison de voir en l'autre uniquement un ennemi.

Bien au contraire, nos liens nous permettent de pouvoir participer pleinement à la communauté cosmopolite. La solidarité avec le monde commence par la solidarité dans son propre environnement. La solidarité universelle ne peut se forger que partant d'un réseau de liens, ici et là-bas. C'est une solidarité enracinée dans des réseaux plus modestes – à l'échelle nationale, régionale, locale et familiale – ainsi, nous ne parviendrons jamais à dynamiser la solidarité universelle. 'Bottom-up' solidarité.

L'homme connaît trois relations essentielles : la relation avec soi (l'amour-propre libérateur), la relation de proximité (les liens étroits solidarisants) et la relation avec les autres qui sont éloignés (les liens plus distants qui invitent à la solidarité).

Dans un monde globalisé, le périmètre des liens plus distants ne cesse de s'étendre. La corrélation entre la liberté individuelle et la solidarité étendue ne peut être conservée que si les cercles intermédiaires de la solidarité restent intacts, ce qui conforte l'individu dans sa responsabilité pour qu'il se connecte avec le grand monde.

On a besoin d'hommes et de femmes qui font confiance dans les institutions, dans le monde où l'on vit. Les Anglo-Saxons parlent de '*trust*'. Sans confiance on tombe dans l'amertume, l'angoisse. La méfiance conduit à la mort, pas à la vie!

Il y a deux aspirations principales de l'homme : le désir d'être et de devenir soi (la volonté et le droit à l'autoréalisation) et le désir d'appartenir à un groupe (le besoin de cohésion sociale). Une synthèse entre les projets plutôt individualistes et celles plutôt collectivistes. Pas un juste milieu, mais à nouveau quelque chose de transcendant.

Pour rencontrer ces deux aspirations, il importe de trouver de nouveaux rapports humains dans la mondialisation. Ces rapports humains sous-entendent une certaine réduction de l'échelle des cercles sociaux et économiques ainsi qu'une organisation de la vie économique et sociale en cercles concentriques de responsabilités graduées. Cette échelle humaine permet tant le contrôle de sa propre vie et de son environnement que l'appartenance nécessaire à un groupe identifiable (visible). C'est le fameux principe de subsidiarité : les décisions doivent être prises au niveau idoine, c'est-à-dire, jamais à un niveau supérieur au niveau le plus approprié, partant de l'idée que la prise de décisions doit être aussi rapprochée que possible des intéressés. Le principe ne peut être invoqué que pour justifier le mouvement vers le bas, mais il est aussi nécessaire pour

justifier le niveau supérieur. Comment s'attaquer à tous les grands problèmes: crise financière et économique, crise climatique, criminalité, flux migratoires, sans cette dimension européenne et internationale ?

La subsidiarité permet la réciprocité, à savoir que dans l'ensemble d'une société libre et solidaire, désireuse de créer des opportunités pour chacun, chaque être humain doit contribuer à la réalisation de cette société des opportunités. En contrepartie de ce que l'homme reçoit de la société (via l'Etat et la sécurité sociale née de la solidarité), il doit apporter sa contribution : droits et devoirs.

Cette contrepartie est à la fois objective (à mesurer) et subjective (à pondérer), puisqu'il y a lieu de tenir compte de possibilités individuelles de chaque être humain. Chaque individu contribue en fonction de ses talents et de ses capacités (mentales et physiques).

Cette réflexion vient appuyer un autre principe de notre conception de la société : l'émancipation. En faisant usage de ses talents, une personne peut optimiser sa contribution tout en s'épanouissant, s'émancipant et se réalisant. C'est par la mise à profit de ses talents que l'homme peut être digne de mérite. C'est selon 'ses' mérites qu'il doit être, entre autres, récompensé. Tout homme a le devoir d'utiliser ses talents pour le bien-être général. L'homme a été créé libre, c'est-à-dire, qu'il doit, en tant qu'être moral, décider et agir de manière intelligente et responsable pour devenir maître de « son destin ». La société doit lui donner les possibilités d'utiliser ses talents. L'égalité de chances est un principe fondamental.

La méritocratie part des talents (et non des relations), ce qui fait d'elle une traduction sociale et économique utile de cet autre principe porteur de notre civilisation, l'équité. Les hommes ne sont pas les mêmes, mais ils sont en tant qu'hommes égaux. En même temps, cette égalité corrige la répartition selon les mérites par celle selon les besoins lorsque cette dernière risque de mener à une dérive au niveau de la récompense. On vient de vivre quelques vraies dérives, qui ont porté le monde au bord du gouffre.

L'au-delà

Le personnalisme part, toutefois, de l'idée que le respect de la dignité humaine n'est pas seulement garanti par la croissance du bien-être et par l'assurance des soins (maladie, handicap, vieillesse). L'organisation d'une telle société donne un sens à l'action politique, mais l'homme en tant qu'homme souhaite également que sa vie ait un sens.

Ce sens, l'homme le trouve dans un engagement pour quelque chose qui est extérieur à lui (comme nous l'apprend la logothérapie de Viktor Frankl) : *une transcendance*. L'amour est la plus grande force transcendante. L'amour dans ses multiples formes. 'Il meut le soleil et les astres' (Dante). Nous estimons trop facilement que l'homme ne cherche son bonheur que dans le sens de plaisir, faire ce qui lui plaît. L'homme est à la recherche de sens : c'est la présence de

sens dans son existence (compter, avoir une mission) qui lui procure le vrai bonheur. Le bonheur est le résultat d'une vie pleine de sens.

Je reviens à cette idée de transcendance et de destin. Mais, quel est notre « destin » ? Les chroniques mentionnent qu'en 1808, une rencontre eut lieu entre l'empereur français Napoléon et l'écrivain allemand Goethe. A un certain moment, ils ont abordé le thème du théâtre français, et notamment du « théâtre tragique et du destin ». Napoléon opina alors brusquement : « Que nous veut-on aujourd'hui avec le destin ? Le destin, c'est la politique. »

En 1921, l'industriel et homme politique allemand Walter Rathenau a paraphrasé et actualisé ainsi les propos de Napoléon: « *Die Wirtschaft ist das Schicksal* » (Le destin, c'est l'économie).

Pour l'époque contemporaine, Rathenau est probablement plus proche de la vérité que Napoléon, mais peut-être devrions-nous également nous intéresser à la paraphrase du philosophe politique allemand Ernst Vollrath dans son dernier ouvrage *Was ist das Politische ?*, paru en 2003, l'année de son décès : « Non, l'esprit est le destin et le destin est esprit. Mais, l'essentiel de l'esprit est la liberté. »

Tel est précisément le point de départ du personnalisme : l'esprit de liberté, au sens précis de « liberté humaine ». Pour Jacques Maritain, la liberté était le but ultime de l'humanisation, mais par liberté, il n'entendait pas la débauche ou une autonomie strictement rationnelle, mais bien la réalisation de la personne humaine en concordance avec sa nature – notamment, l'aboutissement à la perfection morale et spirituelle. Un homme ou une femme libre a quitté la jalousie, la mesquinerie, la peur de l'autre et a choisi la voie de l'amour. On sait que la vie est compliquée, mais le courant sous-jacent devrait être celui-là.

Tout en haut de la pyramide, au-dessus de la politique et de l'économie et de tout ce dont l'homme remplit sa vie sur terre, plane la signification spirituelle de l'homme. Et cette signification spirituelle de l'essence de l'humanisme – humaniser le monde par la liberté, la responsabilité et la solidarité – doit alimenter notre vie entière et notre vie en société avec un cœur et un esprit, du sens et de l'espoir.

Cela vaut également pour ces temps dits difficiles. Comme l'écrit Saint Augustin : «*Nous sommes les temps. Soyons bons et les temps seront bons*».

Herman Van ROMPUY